



Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les élu.e.s de Brest Métropole

Dans une période de crise ou chacun a pu mesurer et mesure la force de solidarité, la coopération est l'autre volet déterminant et indispensable.

Nous parlons bien ici de véritable dialogue social, le vrai ! Pas celui que l'on affiche, dont on veut donner l'illusion.

La CFDT tient à vous exprimer sa colère quant au manque de prise en considération, du syndicat, de ses délégué.e.s du personnel élu.e.s en instances dans le suivi de la gestion du COVID-19 à Brest Métropole.

Dès le mois de mars, nous avons interpellé la Direction des Ressources Humaines sur la nécessité d'activer le CHSCT. Il nous avait été répondu que ce serait fait en temps et en heure. De fait, près de 2 semaines plus tard, la mise en place d'un CHSCT via une réunion téléphonique semblait enfin répondre à notre requête.

Lors de cette instance, la CFDT et ses représentant.e.s du personnel ont insisté sur la nécessité d'une information régulière et générale, ainsi que sur une communication vers l'ensemble des agent.e.s. Ont été également abordé, les inquiétudes des personnels quant à leur temps de travail, les besoins en équipement (masques, désinfection,...) pour garantir la sécurité des agent.e.s, obligation de l'employeur s'il en est une.

En l'absence d'informations, nous avons transmis, les 17 et 27 avril 2020, 2 courriers au Maire Président demandant la tenue régulière de CHSCT (une fois/semaine), la mise en place du Comité Technique, la participation active du syndicat et de ses délégué.e.s au plan de continuité des services et au plan de reprise de l'activité. De nombreux processus, dans le cadre du dialogue social, ont été activés dans d'autres collectivités du département qui pourtant n'ont pas à leur disposition les ressources de Brest Métropole.

Nos courriers sont toujours sans aucune réponse à ce jour... Il faut du temps pour répondre nous a-t-il été rétorqué lors du CHSCT du 30 avril dernier !

Quelle farce et quel mépris affiché !

Quelle vision a donc la collectivité de ses élu.e.s en instances et du dialogue social ?

Cette attitude a des conséquences sur le ressenti des agent.e.s dont le malaise grandit de jour en jour. La pression accrue, le manque d'informations claires de la part de l'administration qui gère et décide toute seule, sans aucune concertation, le plan de reprise des activités. Nous attendons de réelles garanties sur la sécurité des agent.e.s et du public lors de la reprise.

Nous vous demandons fermement, non pas d'informer mais bien d'impliquer et d'associer la CFDT et ses délégué.e.s élu.e.s dans les instances représentatives du personnel, de les concerter dans la réflexion et la mise en œuvre du plan de reprise qui concerne tous les services de la collectivité.